

Etat Palestinien ? Sarah Knafo «On ne récompense pas le djihad par un siège à l'ONU»

écrit par Monique B | 3 août 2025



Reconnaitre un État palestinien aujourd'hui, est-ce la solution ?

Mettons de côté un instant le triste symbole, où moins de deux ans après les atrocités commises par le Hamas le 7 octobre, il se voit offrir la reconnaissance d'un État par un grand pays comme le nôtre. Étudions les conséquences de ce choix. Un État, c'est un territoire, une autorité politique, une armée. Aujourd'hui, sur quel territoire se situerait cet État palestinien ? Avec quelle armée, sous quel commandement et sous quelle autorité politique ?

Regardons la réalité en face : la population de Gaza a élu le Hamas. En 2024, selon le Palestinian Center for Policy and Survey Research, 60 % des Palestiniens soutenaient encore cette organisation djihadiste, malgré les destructions, malgré le 7 octobre et malgré la guerre. Il ne s'agit pas d'assimiler définitivement tout un peuple à un groupe terroriste, car un jour sans doute, la population palestinienne s'émancipera de ses bourreaux. Il s'agit de constater qu'au moment où nous parlons, le Hamas s'est enraciné dans une part massive du corps social.

Et si vous doutez encore, regardez les félicitations immédiates du Hamas à Emmanuel Macron : ils savent d'avance qu'ils seront les premiers bénéficiaires.

Puis demandez-vous pourquoi les pays arabes voisins refusent d'accueillir les réfugiés de Gaza. L'Égypte a été catégorique : pas question d'ouvrir sa frontière. Avec plus d'un Gazaoui sur deux qui soutient le Hamas, l'Égypte, qui a déjà fort à faire avec la menace des Frères musulmans, n'a aucune envie de déstabiliser son équilibre national. Au même moment, en France, des juges nous obligent à accorder à chaque habitant de Gaza l'asile chez nous. Alors, quel est le problème à offrir aujourd'hui un État qui tombera certainement aux mains du Hamas ? Le problème, c'est que le Hamas ne rêve pas d'écoles, d'infrastructures et de prospérité pour sa

population. Un État palestinien ne règlera donc aucun des problèmes humanitaires.

Non, le Hamas rêve de raser Israël. C'est écrit noir sur blanc dans sa charte. Article 7 : « *Le Hamas aspire à la réalisation de la promesse d'Allah, peu importe le temps que cela prendra. Le Prophète a dit : « L'Heure du Jugement n'advient pas tant que les musulmans n'auront pas combattu les Juifs en les tuant, au point que le Juif se cachera derrière les pierres et les arbres, et que les pierres et les arbres diront : Ô musulman, ô serviteur d'Allah, un Juif est derrière moi, viens et tue-le. »*. L'article 8 donne le slogan du Hamas : « *Le Coran est sa Constitution. Le Djihad est son chemin, et la mort pour Allah est le plus noble de ses souhaits.* »

On est loin de la Constitution d'un Etat moderne soucieux de son peuple ! Quelle base de négociation peut-on bâtir là-dessus ? Quel plan de paix peut tenir face à une telle volonté d'anéantissement ? **Emmanuel Macron peut-il ignorer tout cela** ? À terme, on ne peut que rêver d'une solution à deux États, où la paix est établie et où chacun peut se concentrer sur le bien-être de sa population et son propre développement. Qui pourrait souhaiter une guerre éternelle avec ses voisins ? Mais il est des moments où des solutions idéales sur le papier sont impraticables dans la vraie vie. **Emmanuel Macron ne fait donc que s'agenouiller devant une illusion diplomatique. Il le fait sans doute par calcul, par cynisme, par narcissisme.** Quelles que soient ses raisons, on ne fait pas la paix avec un mouvement qui a pour objectif votre disparition. On ne fonde pas un État sur le sang des innocents. Et on ne récompense pas le djihad par un siège à l'ONU.

[Twitter](#)